

COMPTES NATIONAUX DES SECTEURS INSTITUTIONNELS DE L'ANNÉE 2017

L'arrêté des comptes nationaux des secteurs institutionnels de l'année 2017, qui représentent la séquence complète des comptes non financiers et financiers en base 2007, montre que :

- Le produit intérieur brut (PIB), aux prix courants, a affiché une valeur de 1 063,3 milliards de DH en 2017, en augmentation de 4,9% par rapport à 2016.
- Les sociétés financières et non financières ont créé 43,4% de la richesse nationale et ont disposé de 14,5% du revenu national brut disponible. Elles ont contribué pour 52% à l'épargne nationale et pour 56% à l'investissement (formation brute du capital fixe) ;
- Les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ont produit 29,7% de la richesse nationale et ont disposé de 62,5% du revenu national brut disponible. Ils ont participé à la création de 29,3% de l'épargne nationale et de 25,6% de l'investissement.
- Le pouvoir d'achat a marqué une amélioration de 2,3% dans un contexte de décelération de l'inflation.

Contribution des secteurs institutionnels au PIB et au RNBD

L'économie nationale a enregistré un produit intérieur brut (PIB) en valeur de 1 063,3 milliards de DH en 2017, en augmentation de 4,9 % par rapport à 2016.

Le secteur des sociétés (financières et non financières), premier producteur de la richesse nationale, a affiché une légère amélioration de sa contribution au PIB, de 43,1% en 2016 à 43,4% en 2017. La contribution des ménages et ISBLSM s'est située à 29,7% du PIB, en amélioration de 0,4 point par rapport à l'année précédente. En revanche, celle des administrations publiques, s'est établie à 15,4% du PIB, en léger recul de 0,5 point par rapport à 2016 en raison d'une stagnation des salaires. Les impôts nets de subventions sur la production et les importations, se sont repliés de 0,2 point par rapport à 2016.

Le Revenu National Brut Disponible (RNBD), de son côté, a connu une hausse de 4,7% en 2017 pour se situer à 1124,8 milliards de DH. Cette amélioration est due à l'augmentation du revenu brut disponible des administrations publiques de 6,9%, des ménages et ISBLSM de 4,2% et des sociétés (financières et non financières) de 3,2%.

Ainsi, les contributions des secteurs institutionnels au RNBD se sont situées à :

- 62,5% pour les ménages et les ISBLSM ;
- 23% pour les administrations publiques ;
- et 14,5% pour les sociétés (avec 2,3% pour les sociétés financières).

Revenu brut disponible des ménages et pouvoir d'achat

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages s'est accru de 4,2% pour atteindre 694,2 milliards de DH en 2017. La contribution de la rémunération des salariés à ce revenu a été de 47,6%. Le revenu mixte, y compris l'excédent brut du service de logement, a contribué au RDB des ménages de 42,1%, les revenus de la propriété nets, les prestations sociales et autres transferts nets de 26%. Toutefois, les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations sociales ont contribué négativement de 15,8%.

Avec 88% du revenu disponible brut des ménages affecté aux dépenses de consommation finale, le taux d'épargne des ménages a régressé de 0,1 point, pour se situer à 12,5% en 2017.

Par habitant, le revenu disponible des ménages a atteint 19 917 DH en 2017 au lieu de 19 309 DH en 2016 enregistrant ainsi une hausse de 3,1%. Suite, à une décelération des prix à la consommation en 2017, qui ont marqué une évolution de 0,8% au lieu de 1,6%, le pouvoir d'achat des ménages s'est amélioré de 2,3 point en 2017.

Formation brute du capital fixe et son financement

L'épargne nationale, avec 306,9 milliards de DH en 2017, s'est améliorée de 6,7% par rapport à 2016. Les sociétés financières et non financières ayant contribué pour 52%, les ménages et ISBLSM pour 29,3% et les administrations publiques pour 18,7%. La formation brute du capital fixe (FBCF), de son côté, s'est située à 302,2 milliards de DH en 2017, en diminution de 0,3% par rapport à 2016. Les sociétés (financières et non financières), le premier contributeur avec 56% de la FBCF nationale en 2017, en recul de 1,8 point par rapport à l'année précédente. De leur côté la contribution des ménages et ISBLSM a été de 25,6% au lieu de 25,2%, celle des administrations publiques de 18,4% au lieu 17%.

Globalement, le besoin de financement de la nation a été de 39,6 milliards de DH en 2017 et a représenté 3,7% du PIB au lieu de 4,3% une année auparavant. Cette baisse a été le produit de l'atténuation du besoin de financement des Administrations Publiques de 7,1 milliards de DH entre 2016 et 2017 et de l'augmentation de la capacité de financement des ménages (y compris les ISBLSM) de 1,3 milliards de DH et celle des sociétés financières de 474 millions de DH. En revanche, les sociétés non financières ont connu un creusement de leur besoin de financement passant de 53,3 milliards en 2016 à 58,5 milliards de DH en 2017.

Couverture du besoin de financement

Pour couvrir leurs besoins de financement, les sociétés non financières (SNF) ont toujours eu recours aux crédits bancaires. Ainsi, le flux net des crédits accordés aux SNF a atteint 38,5 milliards de DH en 2017, représentant ainsi 44,5% de leurs engagements. La dette intérieure des administrations publiques (APU), de son côté, a marqué une légère baisse affichant un flux net de l'ordre de 24,4 milliards de DH en termes des émissions nettes de bons de trésor en 2017 contre 26,2 milliards de DH en 2016. En revanche, l'endettement extérieur des APU a enregistré un flux net de l'ordre de 3,3 milliards de DH contre 2,8 milliards de DH l'année précédente.

L'endettement des ménages (y compris les entrepreneurs individuels) auprès des banques a marqué une hausse passant de 10,6 milliards de DH en 2016 à 17,6 milliards de DH en 2017. Le flux net des dépôts a connu ainsi une augmentation remarquable, passant de 21,2 milliards de DH en 2016 à 53 milliards de DH en 2017.

La participation des sociétés financières (SF) au financement de l'économie a connu une amélioration. En effet, le flux net des crédits accordés par ce secteur a atteint 34,6 milliards de DH en 2017 au lieu de 33,9 milliards de DH. En parallèle, les dépôts auprès de ces établissements ont affiché un flux net de l'ordre de 77,5 milliards de DH au lieu de 66,6 milliards de DH une année auparavant.

Quelques éléments du tableau des comptes économiques intégrés

(En millions de DH)

Opérations	2015	2016	2017
Valeur ajoutée aux prix de base	873 979	894 931	940 605
Impôts nets sur les produits	113 971	118 628	122 692
Produit intérieur brut	987 950	1 013 559	1 063 297
Valeur ajoutée brute des secteurs			
Sociétés non financières	377 132	390 549	413 380
Sociétés financières	46 868	46 119	48 025
Administrations Publiques	156 774	160 886	163 176
Ménages et ISBLSM	293 205	297 377	316 024
Éléments de partage de la valeur ajoutée			
Sociétés non financières			
Rémunération des salariés	136 999	141 275	148 038
Autres impôts nets sur la production	9 212	10 308	9 271
Excédent brut d'exploitation	230 921	238 966	256 071
Sociétés financières			
Rémunération des salariés	15 146	15 882	16 611
Autres impôts nets sur la production	941	959	1 026
Excédent brut d'exploitation	30 781	29 278	30 388
Administrations Publiques			
Rémunération des salariés	139 677	142 587	143 442
Autres impôts nets sur la production	486	530	584
Excédent brut d'exploitation	16 611	17 769	19 150
Ménages et ISBLSM			
Rémunération des salariés	20 738	21 222	22 571
Autres impôts nets sur la production	502	690	906
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	271 965	275 465	292 547
Revenu national brut disponible	1 043 299	1 074 399	1 124 759
Revenu national brut disponible par secteur			
Sociétés non financières	130 122	131 891	137 313
Sociétés financières	25 209	25 893	25 483
Administrations Publiques	227 565	241 875	258 598
Ménages et ISBLSM	660 403	674 740	703 365
Epargne brute nationale	284 583	287 551	306 861
Epargne brute par secteur			
Sociétés non financières	130 122	131 891	137 313
Sociétés financières	22 262	22 595	22 226
Administrations Publiques	37 115	46 231	57 400
Ménages et ISBLSM	95 084	86 834	89 922
Formation brute nationale du capital fixe	280 271	303 237	302 226
Formation brute du capital fixe par secteur			
Sociétés non financières	151 399	170 072	165 000
Sociétés financières	3 352	5 282	4 147
Administrations Publiques	49 348	51 486	55 715
Ménages et ISBLSM	76 172	76 397	77 364
Besoin de financement de l'économie nationale	-19 706	-43 250	-39 649
Sociétés non financières	-36 168	-53 306	-58 510
Sociétés financières	15 489	12 612	13 086
Administrations Publiques	-14 994	-10 631	-3 530
Ménages et ISBLSM	15 967	8 075	9 305

Sommaire

Prix	1
Indicateurs économiques et financiers	2
Situation du marché du travail en 2018	3
Comptes Nationaux des Secteurs Institutionnels de l'année 2017	4

Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

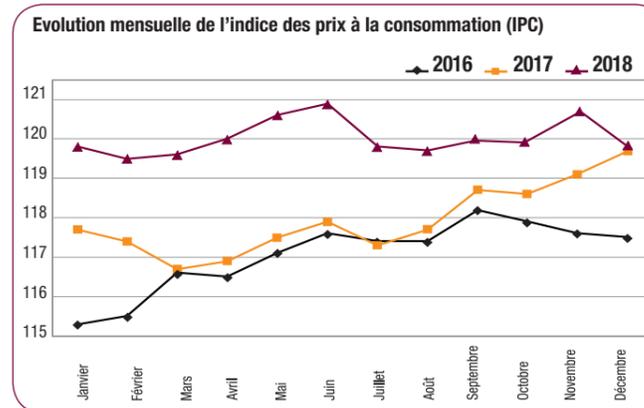
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de décembre 2018, une baisse de 0,7% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 1,2% de l'indice des produits alimentaires et de 0,4% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de

l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,1% au cours du mois de décembre 2017. Le taux d'accroissement de l'indice moyen annuel de l'année 2018, par rapport à celui de l'année 2017, s'établit à +1,9%.



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2018	Dec. 2018	Var. %	2017	2018	Var. %
Produits alimentaires	128,6	127,0	-1,2	126,6	128,3	1,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	128,3	126,6	-1,3	126,8	128,0	0,9
Boissons alcoolisées et tabac	138,5	138,5	0,0	124,0	138,5	11,7
Produits non alimentaires	114,7	114,2	-0,4	111,8	113,8	1,8
Articles d'habillements et chaussures	117,7	117,7	0,0	115,7	116,8	1,0
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	116,7	116,7	0,0	115,3	116,3	0,9
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	111,4	111,4	0,0	109,8	110,9	1,0
Santé	106,3	106,4	0,1	105,2	105,7	0,5
Transport	113,1	110,5	-2,3	110,7	112,2	1,4
Communication	59,6	59,6	0,0	59,4	59,4	0,0
Loisirs et culture	99,7	99,7	0,0	98,7	99,5	0,8
Enseignement	153,5	153,5	0,0	146,5	150,1	2,5
Restaurants et hôtels	132,7	132,8	0,1	129,6	132,0	1,9
Biens et services divers	123,0	123,0	0,0	115,2	122,7	6,5
Indice général	120,7	119,8	-0,7	117,9	120,1	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2018	Dec. 2018	Var. %	2017	2018	Var. %
Agadir	119,1	118,0	-0,9	115,8	118,0	1,9
Casablanca	123,9	123,0	-0,7	120,6	122,8	1,8
Fès	121,6	120,9	-0,6	118,3	120,9	2,2
Kénitra	118,6	118,4	-0,2	116,5	118,5	1,7
Marrakech	120,4	119,3	-0,9	118,3	119,8	1,3
Oujda	118,0	117,2	-0,7	116,1	118,4	2,0
Rabat	117,5	117,0	-0,4	115,7	117,1	1,2
Tétouan	120,7	119,4	-1,1	117,9	120,2	2,0
Meknès	122,0	121,8	-0,2	120,0	121,7	1,4
Tanger	122,1	121,2	-0,7	120,2	121,8	1,3
Laâyoune	123,3	122,3	-0,8	118,9	122,1	2,7
Dakhla	122,5	121,6	-0,7	118,3	121,9	3,0
Guelmim	120,4	118,8	-1,3	116,8	119,4	2,2
Settat	118,3	116,8	-1,3	117,0	117,7	0,6
Safi	117,1	115,0	-1,8	112,8	115,8	2,7
Béni-Mellal	118,2	117,5	-0,6	116,8	118,1	1,1
Al-Hoceïma	120,0	118,9	-0,9	118,4	120,3	1,6
Ensemble	120,7	119,8	-0,7	117,9	120,1	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Au cours du mois de décembre de l'année 2018 les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, des baisses les plus importantes à Safi avec 1,8%, à Guelmim et Settat avec 1,3%, à Tétouan avec 1,1%, à Agadir, Marrakech et Al-Hoceïma avec 0,9% et à Laâyoune avec 0,8% ; et les moins importantes à Kénitra et

Meknès avec 0,2% et à Rabat avec 0,4%. Les hausses les plus importantes de l'IPC annuel ont été enregistrées à Dakhla avec 3,0%, à Laâyoune et Safi avec 2,7%, à Fès et Guelmim avec 2,2%, à Oujda et Tétouan avec 2,0%, à Agadir avec 1,9% et à Casablanca avec 1,8% ; et les moins importantes à Settat avec 0,6%, à Béni-Mellal avec 1,1% et à Rabat avec 1,2%.

Evolution des variations interannuelles de 2016 à 2018

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	DECEMBRE/DECEMBRE (1)	ANNUELLES (2)
2016	1,8	1,6
2017	1,9	0,7
2018	0,1	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen de l'année N par rapport à l'année N-1.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



Ilôt 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Campagne Agricole		
	2016/2017	2017/2018*	VAR.%
Agriculture			
Superficie cultivée des légumineuses en 10³ H			
Fève	131	137	4,6
Petit pois	37	41	10,8
Lentilles	43	40	-7,0
Pois chiches	43	87	102,3

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts.

	Situation de Janvier à décembre		
	2017	2018	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	37 217	37 444	0,6
Mines			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	32 843	34 315	4,5
Bâtiment et Travaux publics			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	13 791	13 287	-3,7

Sources : ONEE, OCP et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de Janvier à décembre		
	2017*	2018*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	375 979	404 531	7,6
Biens	208 372	230 016	10,4
Services	167 607	174 515	4,1
dont : voyages	72 127	73 196	1,5
Importations	480 882	520 918	8,3
Biens	384 152	420 602	9,5
Services	96 730	100 316	3,7
Solde commercial	- 104 903	- 116 387	10,9
Taux de couverture (en %)	78,2	77,7	
Recettes M.R.E.	65 898	64 758	-1,7

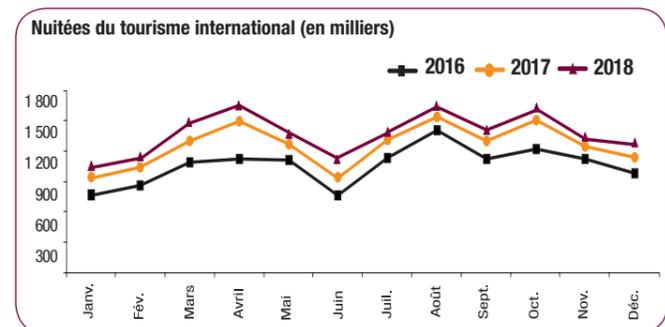
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de Janvier à décembre		
	2017	2018*	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	22 100	23 953	8,4
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	15 045	16 812	11,7

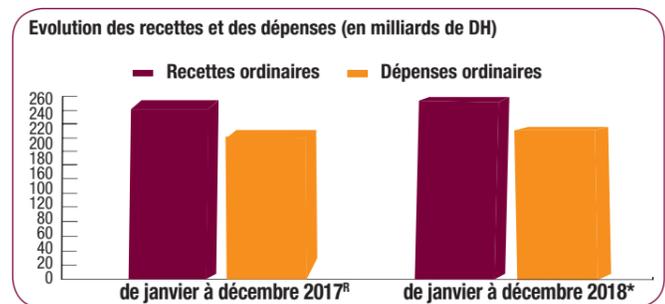
Source : Ministère du Tourisme, du transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	2017 ^R	2018*	VAR.%
Recettes ordinaires	255 135	259 788	1,8
Dépenses ordinaires	206 289	213 206	3,4
Dette publique	27 078	27 281	0,8
Investissement	67 009	65 658	-2,0
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	- 18 980	- 22 277	
Déficit / Excédent global	- 37 143	- 41 353	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

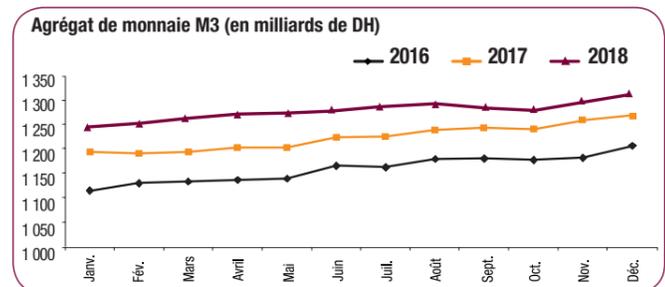


Monnaie

(En millions de dirhams)	2017 ^R	2018*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 269 097	1 319 703	4,0
Agrégats de placements liquides	641 984	688 324	7,2
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 269 097	1 319 703	4,0
Créances sur l'économie	989 542	1 022 081	3,3
Créances nettes sur l'administration centrale	167 783	203 514	21,3
Réserves Internationales Nettes	240 944	230 949	-4,1
Ressources à caractère non monétaire	201 608	219 485	8,9
Autres contreparties de M3	72 437	82 645	14,1

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	2017	2018	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	69 737,59	52 687,85	-24,4
Capitalisation boursière (en millions de DH)	626 965	582 156	-7,1
Indice MASI	12 388,82	11 364,31	-8,3
Indice MADEX	10 100,32	9 233,00	-8,6
O.P.C.V.M.	28 déc. 2018	25 janv. 2019	VAR.%
Nombre	450	450	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	434 787	439 514	1,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL EN 2018

Entre 2017 et 2018, l'économie marocaine a créé 112 000 postes d'emploi, 91 000 en milieu urbain et 21 000 en milieu rural, contre une création de 86 000 une année auparavant.

Les "services" ont créé 65 000 emplois, l'"agriculture, forêt et pêche" 19 000, les BTP 15 000 et le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat" 13 000.

Dans ce contexte, entre les deux périodes, avec une baisse de 25 000 personnes en milieu urbain et 23 000 en milieu rural, le nombre total des chômeurs a reculé de 48 000 personnes au niveau national, s'établissant à 1 168 000 chômeurs.

Le taux de chômage est ainsi passé, entre 2017 et 2018, de 10,2% à 9,8% au niveau national ; de 14,7% à 14,2% en milieu urbain et de 4% à 3,5% en milieu rural. Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les personnes ayant un diplôme (- 0,8 point), les femmes (- 0,7 point) et les jeunes âgés de 15 à 24 ans (- 0,5 point). En revanche, les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été enregistrées parmi les diplômés des facultés (+ 0,6 point) et les jeunes citadins âgés de 15 à 24 ans (+ 0,4 point).

Les taux de chômage les plus élevés sont relevés parmi les femmes avec 14%, les diplômés avec 17,1% et les jeunes âgés de 15 à 24 ans avec 26%.

Création nette d'emplois et persistance de la baisse des taux d'activité et d'emploi
En 2018, la situation du marché de travail a été marquée par la persistance à la baisse des taux d'activité et d'emploi. La population en âge d'activité (15 ans et plus) s'est accrue, par rapport à 2017, à un rythme plus important (+ 1,7%) que celui de la population active (+ 0,5%). Le taux d'activité a, ainsi, reculé de 46,7% à 46,2% (- 0,5 point) entre 2017 et 2018. Il a baissé de 42,4% à 41,8% en milieu urbain (- 0,6 point) et de 54,1% à 53,9% en milieu rural (- 0,2 point). Entre hommes et femmes, l'écart des taux d'activité est de 48,7 points (respectivement 70,9% et 22,2%). Le volume de l'emploi s'est accru de 112 000 postes, 91 000 en milieu urbain et 21 000 en milieu rural, contre une création nette de 86 000 postes une année auparavant. Ces emplois ont profité à 85 000 hommes et à 27 000 femmes.

Selon le statut d'emploi, 126 000 postes d'emploi rémunérés ont été créés au cours de cette période, 89 000 en milieu urbain et 37 000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé d'environ 98% d'aides familiales, a en revanche enregistré une baisse de 14 000 postes, résultant d'une création de 2 000 en zones urbaines et d'une perte de 16 000 en zones rurales. Malgré l'accroissement du volume de la population active occupée, le taux d'emploi a baissé de 41,9% à 41,7% (- 0,2 point). Ce taux a également baissé de 0,2 point en milieu urbain et a connu une stagnation en milieu rural. Entre hommes et femmes, l'écart des taux d'emploi est de 46 points (respectivement 65% et 19%).

Contribution de tous les secteurs d'activité économique à la création nette d'emplois

Entre 2017 et 2018, le secteur des "services", avec une moyenne annuelle de 90 000 postes durant la période 2008-2013 et de 35 000 durant la période 2014-2017, a enregistré une création nette de 65 000 postes, 62 000 en milieu urbain et 3 000 en milieu rural, ce qui correspond à une hausse de 1,4% du volume d'emploi dans ce secteur. Ces nouveaux postes ont été créés principalement par les branches de "commerce de détail hors magasin" (34 000 postes), des "services personnels et domestiques" (13 000 postes) et de la "restauration et hôtellerie" (12 000 postes).

Durant la même période, le secteur de l'"agriculture forêt et pêche" a créé 19 000 emplois au niveau national, 15 000 en milieu rural et 4 000 en milieu urbain, contre une création de 42 000 emplois une année auparavant et une perte annuelle moyenne d'environ 75 000 postes en 2015 et 2016.

De son côté, le secteur des BTP a créé, entre les années 2017 et 2018, 15 000 postes d'emploi au niveau national, 14 000 en milieu urbain et 1 000 en milieu rural, après une création annuelle moyenne de 22 000 postes au cours de la période 2015-2017.

Le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat" a créé, quant à lui, 13 000 emplois (11 000 en milieu urbain et 2 000 en milieu rural), contre une création annuelle moyenne de 10 000 postes au cours des années 2015 et 2017. Ces nouveaux postes ont été créés principalement par la branche de "textile bonneterie et habillement" (11 000 postes).

Recul du chômage

Avec une baisse de 48 000 personnes, 25 000 en milieu urbain et 23 000 en milieu rural, le nombre de chômeurs est passé de 1 216 000 à 1 168 000 personnes entre les années 2017 et 2018. Le taux de chômage est ainsi passé de 10,2% à 9,8% au niveau national, de 14,7% à 14,2% en milieu urbain et de 4% à 3,5% en milieu rural.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les personnes ayant un diplôme (- 0,8 point), les femmes (- 0,7 point) et les jeunes âgés de 15 à 24 ans (- 0,5 point). En revanche, les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été enregistrées parmi les diplômés des facultés (+ 0,6 point) et les jeunes citadins âgés de 15 à 24 ans (+ 0,4 point).

Les taux de chômage les plus élevés sont relevés, en particulier, parmi les femmes (14% contre 8,4% parmi les hommes), les jeunes âgés de 15 à 24 ans (26% contre 7,2% parmi les personnes âgées de 25 ans et plus) et les détenteurs d'un diplôme (17,1% contre 3,5% parmi les personnes n'ayant aucun diplôme).

Un chômage élevé parmi les diplômés de la formation professionnelle

Le taux de chômage des détenteurs d'un diplôme de formation professionnelle (23,3%) est supérieur aussi bien à celui des diplômés de l'enseignement général (15,4%) qu'à celui de l'ensemble des diplômés âgés de 15 ans et plus (17,1%). Il est nettement plus élevé parmi les femmes (34,2%) que les hommes (19,1%) et parmi les citadins (23,7%) que les ruraux (18,1%). Parmi cette catégorie, le chômage affecte beaucoup plus les jeunes âgés de 15 à 29 ans, avec un taux de 41,6% (49,3% parmi les femmes et 37,7% parmi les hommes). Il est de 13,9% parmi les personnes âgées de 30 à 44 ans et de 2,8% parmi celles âgées de 45 ans et plus.

Un chômage de longue durée et de première insertion

Près de six chômeurs sur dix (57,9%) sont à la recherche de leur premier emploi (51,8%

parmi les hommes et 69,1% parmi les femmes). Plus des deux-tiers des chômeurs (67,6%) attendent d'être embauchés depuis une année ou plus (63,5% parmi les hommes et 75,4% parmi les femmes). D'un autre côté, 30,4% parmi les chômeurs se sont retrouvés dans l'inactivité suite à des licenciements (24,3%) ou à l'arrêt de l'activité de l'établissement employeur (6,1%).

Par ailleurs, 7,2% des chômeurs, totalisant 84 000 personnes en 2018, sont découragés par la recherche active d'un emploi, contre 7% une année auparavant. Ils sont à environ 87% citadins, 52% femmes, 53% jeunes âgés de 15 à 29 ans et 81% diplômés.

Situation régionale du marché du travail

Cinq régions du Royaume abritent environ les trois quarts (72,4%) de l'ensemble des actifs âgés de 15 ans et plus sur le territoire national. La région de Casablanca-Settat vient en première position avec 22,4% d'actifs, suivie de Marrakech-Safi (14%), Rabat-Salé-Kénitra (13,4%), Fès-Meknès (11,5%) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (11,1%).

Quatre régions affichent des taux d'activité plus élevés que la moyenne nationale (46,2%) ; Eddakhla-Oued Eddahab (69,4%), Casablanca-Settat (49,8%), Marrakech-Safi (48,6%) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (46,7%). En revanche, les taux les plus bas sont enregistrés dans les régions de Drâa-Tafilalet (41,3%) et de Laâyoune-Sakia El Hamra (41,5%).

En termes de création nette d'emplois, trois régions y contribuent pour près des trois quarts (74,1%). Il s'agit de Marrakech-Safi avec 38 000 emplois, suivie du Grand Casablanca-Settat (28 000 emplois) et la région de Drâa-Tafilalet (17 000 emplois). De leurs parts, les régions de Béni Mellal-Khénifra et de Eddakhla-Oued Eddahab ont connu des pertes d'emploi, respectivement 8 000 et 5 000 emplois.

S'agissant du chômage, cinq régions du Royaume concentrent près des trois quarts des chômeurs (73,3%) ; Casablanca-Settat vient en première position avec 24,6% de chômeurs, suivie de Rabat-Salé-Kénitra (16,6%), l'Oriental (11,2%), Fès-Meknès (11%) et Marrakech-Safi (10%).

Les taux de chômage les plus élevés sont observés dans les régions de Guelmim-Oued Noun (18,9%) et de l'Oriental (16,3%). Avec moins d'acuité, quatre autres régions dépassent la moyenne nationale (9,8%) à savoir Laâyoune-Sakia El Hamra (13,5%), Rabat-Salé-Kénitra (11,8%), Casablanca-Settat (10,6%) et Souss-Massa (10%). En revanche, les régions de Béni Mellal-Khénifra et de Drâa-Tafilalet enregistrent les taux les plus bas avec respectivement 5,4% et 5,9%.

INDICATEURS ANNUELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

INDICATEURS	ANNÉE 2017			ANNÉE 2018		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population en âge d'activité	16 244	9 289	25 533	16 630	9 320	25 950
Population active	6 887	5 028	11 915	6 953	5 026	11 979
Taux de féminisation de la population active	22,3	27,3	24,4	22,2	27,4	24,4
Taux d'activité	42,4	54,1	46,7	41,8	53,9	46,2
— Selon le sexe						
• Hommes	67,6	78,4	71,6	66,9	77,9	70,9
• Femmes	18,4	29,6	22,4	18,1	29,7	22,2
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	22,9	36,2	28,2	21,7	35,6	27,3
• 25 - 34 ans	58,9	63,0	60,4	58,4	63,2	60,1
• 35 - 44 ans	58,0	67,6	61,3	57,1	67,5	60,7
• 45 ans et plus	35,9	55,2	42,7	35,5	55,0	42,3
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	36,7	56,7	46,5	35,8	56,3	45,7
• Ayant un diplôme	47,1	48,1	47,3	46,5	47,6	46,8
Population active occupée	5 872	4 827	10 699	5 963	4 848	10 811
Taux de féminisation des actifs occupés	19,6	27,5	23,2	19,6	27,7	23,2
Taux d'emploi	36,1	52,0	41,9	35,9	52,0	41,7
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. Dont :	97,0	66,5	83,2	97,0	67,0	83,5
Salariés	67,7	43,0	58,8	67,2	42,8	58,4
Auto-employés	32,1	56,9	41,0	32,8	57,2	41,6
CHOMAGE						
Population active en chômage	1 015	201	1 216	990	178	1 168
Taux de féminisation de la population active en chômage	37,9	20,9	35,1	37,9	19,0	35,1
Taux de chômage	14,7	4,0	10,2	14,2	3,5	9,8
— Selon le sexe						
• Hommes	11,8	4,3	8,8	11,4	3,9	8,4
• Femmes	25,0	3,1	14,7	24,3	2,5	14,0
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	42,8	11,4	26,5	43,2	10,4	26,0
• 25-34 ans	21,6	5,0	15,4	21,2	4,5	15,1
• 35-44 ans	7,0	1,9	5,1	6,6	1,6	4,7
• 45 ans et plus	3,7	0,9	2,5	3,7	0,9	2,4
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	6,7	1,9	3,8	6,2	1,6	3,5
• Ayant un diplôme	19,6	10,7	17,9	19,1	9,8	17,1

Source : Haut Commissariat au Plan (Enquête nationale sur l'emploi).

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>